

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 87 — 389

18 DÉCEMBRE 1986. — Loi habilitant l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines à réaliser certaines opérations patrimoniales pour le compte des institutions communautaires et régionales (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Les fonctionnaires de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines peuvent exercer, à la demande, au nom et pour compte des Communautés, des Régions, ainsi que des organismes d'intérêt public qui en dépendent, toutes les attributions domaniales qu'ils assument à l'égard des biens de l'Etat en vertu des lois et arrêtés pris en exécution de celles-ci, y compris le recouvrement des créances non fiscales.

**Art. 2.** Pour l'exercice des attributions prévues à l'article 1er, les fonctionnaires visés à cet article sont habilités à passer des actes, à leur conférer l'authenticité et à en délivrer des expéditions.

Aux mêmes fins, ils ont qualité pour exercer les poursuites et diriger les procédures d'expropriation.

Ils sont également compétents pour poursuivre le recouvrement des créances non fiscales, au besoin par voie de contrainte. La contrainte est décernée par le fonctionnaire chargé du recouvrement; elle est visée et rendue exécutoire par le directeur régional de l'enregistrement et des domaines et signifiée par exploit d'huissier de justice.

Dans l'exercice des attributions qui leurs sont confiées en vertu de la présente loi, les fonctionnaires visés à l'article 1er agissent selon les instructions de l'autorité qui requiert leur intervention.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1986.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
M. EYSKENSVu et scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
J. GOL

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 87 — 389

18 DECEMBER 1986. — Wet houdende bevoegdverklaring van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen tot het uitvoeren van bepaalde vermogensrechtelijke verrichtingen voor rekening van de gemeenschaps- en gewestinstellingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De ambtenaren van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen kunnen, op aanvraag, in naam en voor rekening van de Gemeenschappen, de Gewesten en de instellingen van openbaar nut die ervan afhankelijk, alle domaniale bevoegdheden uitoefenen, die zij ten aanzien van de Staatsgoederen op zich nemen krachtens de wetten en de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten, met inbegrip van de invordering van de niet-fiscale schuldvordering.

**Art. 2.** Voor het uitoefenen van de in artikel 1 bepaalde bevoegdheden, zijn de in dat artikel bedoelde ambtenaren gemachtigd om akten te verlijden, er authenticiteit aan te verlenen en er uitgiften van af te geven.

Te dien einde zijn zij gerechtigd om vervolgingen in te stellen en de onteigeningsprocedures te leiden.

Zij zijn eveneens bevoegd om de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen te vervolgen, indien nodig door middel van een dwangbevel. Het dwangbevel wordt door de met de invordering belaste ambtenaar uitgevaardigd; het wordt door de gewestelijke directeur der registratie en domeinen gevisieerd en uitvoerbaar verklaard en bij gerechtsdeurwaardersexploot betekend.

Bij het uitoefenen van de bevoegdheden die hun krachtens deze wet worden opgedragen, voegen de in artikel 1 bedoelde ambtenaren zich naar de onderrichtingen van de overheid die op hun diensten een beroep doet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
M. EYSKENSGezien en met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
J. GOL

(1) Session 1985-1986.

Chambre des Représentants :

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 439/1.*Annales parlementaires.* — Rapport, n° 439/2. Discussion et adoption. Séance du 26 juin 1986.

Sénat :

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 321/1.*Annales parlementaires.* — Rapport, n° 321/2. Discussion et adoption. Séance du 11 décembre 1986.

(1) Zitting 1985-1986.

Kamer van Volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp, nr. 439/1.*Parlementaire Handelingen.* — Verslag nr. 439/2. Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 juni 1986.

Senaat :

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp, nr. 321/1.*Parlementaire Handelingen.* — Verslag nr. 321/2. Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 december 1986.

## TRADUCTION

F. 87 — 446

23 DECEMBRE 1986. — Décret habilitant l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, à réaliser certaines opérations patrimoniales, pour compte de la Région flamande et des institutions qu'il en relèvent (1)

Le Conseil flamand a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le présent décret règle une matière visée à l'article 107<sup>quater</sup> de la Constitution.

Art. 2. Lorsque la Région flamande ou un organisme d'intérêt public qui en relève fait appel aux fonctionnaires de l'Administration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines pour la réalisation d'opérations patrimoniales, y compris les expropriations et le recouvrement des créances non-fiscales, ceux-ci exercent, au nom et pour compte de la Région flamande ou de l'organisme, toutes les attributions qu'ils assument à l'égard des biens de l'Etat en vertu des lois et arrêtés pris en exécution de celles-ci.

Ils ne doivent justifier envers les tiers d'aucun mandat spécial.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 décembre 1986.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
G. GEENS

Le Ministre communautaire des Finances et du Budget,  
L. WALTNIEL

Session 1985-1986.

Document. — Proposition de décret : 160 - N° 1.

Session 1986-1987.

Document. — Rapport : 160 - N° 2.

Annales. — Discussion et adoption : Séances du 16 et 18 décembre 1986.

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 87 — 447

13 JUIN 1986. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon  
modifiant le Titre Ier, Chapitre II, A, du Règlement général pour la protection du travail

L'Exécutif, -

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment le Titre Ier, Chapitre II, A, modifié par les arrêtés royaux des 10 février 1970, 18 mai 1973, 18 juillet 1973, 14 avril 1975, 9 mars 1976, 12 mars 1976 et 3 août 1977;

Considérant les risques graves posés à l'environnement par les dépôts d'engrais chimiques composés lorsque ceux-ci entrent en combustion;

Considérant qu'actuellement ces dépôts ne sont pas soumis aux prescriptions du Règlement général pour la protection du travail et qu'il est, dès lors, impossible d'imposer des normes acceptables en ce qui concerne leur exploitation;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 12 mai 1986,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. Dans le Titre Ier, Chapitre II, A, du Règlement général pour la protection du travail, approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946 et modifié par les arrêtés royaux des 10 février 1970, 18 mai 1973, 18 juillet 1973, 14 avril 1975, 9 mars 1976, 12 mars 1976 et 3 août 1977, il est inséré un n° 161 bis, rédigé comme suit :

Numérotage	Désignation des industries, dépôts, etc, dangereux, insalubres ou incommodes	Classe	Nature des inconvénients
161 bis	En région wallonne, engrais exclusivement chimiques :		
	1. Installations pour la fabrication de composés nitrés, destinés à la préparation d'engrais exclusivement chimiques	1	Bruit, poussières Danger d'incendie Possibilité d'altération de la nappe phréatique
	2. Installations pour la préparation d'engrais exclusivement chimiques à bases de composés nitrés	1	Bruit, poussières Danger d'incendie Possibilité d'altération de la nappe phréatique



BRUXELLES,

LE MINISTRE-PRESIDENT

Ph1B/mnd/PNO55

NOS REFERENCES :  
(A rappeler lors de votre réponse)  
VOS REFERENCES :

E. R. W.  
12-3-1987

Point ..... / DOC. 1117 / HW

N O T E   A   L'EXECUTIF REGIONAL WALLON

**OBJET** : Avant-projet de décret relatif à la compétence de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines pour la réalisation de certaines opérations patrimoniales au nom et pour le compte de la Région wallonne et des organismes d'intérêt public qui en dépendent.

1. Le 3 mai 1984, le Premier Ministre formulait des propositions aux Présidents des Exécutifs en ce qui concerne les modalités de mise à disposition, aux Communautés et aux Régions, des Comités d'Acquisition d'Immeubles et des Bureaux des Domaines de l'Etat.

Ces propositions étaient contenues dans un protocole élaboré par un groupe technique ad hoc et discutées par le groupe de travail mixte "Restructuration de l'Administration" en sa séance du 14 février 1984.



Ce document concluait à la nécessité d'adopter une loi, des décrets et une convention ("Protocole").

La loi tend à habiliter les comités et les bureaux à agir pour le compte des Communautés et des Régions.

La convention tend à assurer l'homogénéité des conditions définissant le mandat confié aux services précités.

Les décrets tendent à préciser l'étendue du mandat confié à ces services.

En ce qui concerne les décrets, le groupe de travail proposait de choisir entre trois formules :

- A. Les Communautés et les Régions recourent obligatoirement aux Comités et aux Bureaux.
- B. Les Communautés et les Régions recourent facultativement aux Comités et aux Bureaux.
- C. Les Communautés et les Régions recourent facultativement et dans la limite qu'ils déterminent aux Comités et aux Bureaux.

Ces trois variantes étaient formalisées par des projets de textes rédigés par le groupe technique précité. Il s'agit de textes brefs qui tiennent en deux articles.

2. Le 25 février 1985, l'Exécutif régional wallon optait pour la deuxième formule, à l'instar des autres Exécutifs communautaires et régionaux.

3. Le 5 mars 1985, les représentants du Gouvernement et des Exécutifs communautaires et régionaux signaient un protocole relatif à la compétence des Comités d'Acquisition d'Immeubles et des Bureaux des domaines de l'Etat (Moniteur du 14 juin 1985).

- Aux termes de l'article 1er du protocole, le Gouvernement s'engage à déposer dans les meilleurs délais un projet de loi habilitant l'Administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines à réaliser certaines opérations patrimoniales pour le compte des institutions communautaires et régionales.
  - Aux termes de l'article 2 de ce protocole, les Exécutifs s'engagent à déposer dans les meilleurs délais, un projet de décret qui prévoit et définit les compétences des fonctionnaires de l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines pour la réalisation des opérations immobilières et patrimoniales qu'ils effectuent pour le compte des Communautés et des Régions ainsi que pour celui des organismes d'intérêt public qui en dépendent.
4. La loi habilitant l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines à réaliser certaines opérations patrimoniales pour le compte des institutions communautaires et régionales a été promulguée le 18 décembre 1986 et publiée au Moniteur Belge le 24 février 1987.

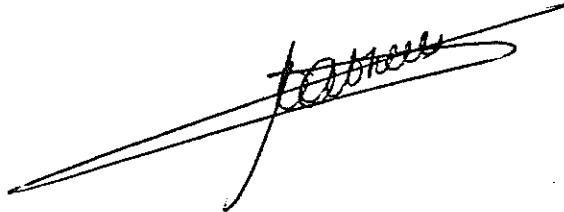
L'Exécutif est invité à adopter en première lecture l'avant-projet de décret relatif à la compétence de l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines pour la réalisation de certaines opérations patrimoniales au nom et pour le compte de la Région wallonne et des organismes d'intérêt public qui en dépendent.

Ce texte est rigoureusement conforme à la décision de l'Exécutif du 25 février 1985, tout particulièrement dans la mesure où il n'oblige pas la Région à recourir aux fonctionnaires de l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines, mais se limite à lui conférer cette faculté.

En outre, l'avant-projet a été adapté aux observations formulées, le 4 juin 1986, par la Section de Législation du Conseil d'Etat sur l'avant-projet similaire élaboré par l'Exécutif flamand. Ainsi, l'article 2 du texte initial, qui disposait que "*les modalités de la collaboration sont déterminées de commun accord avec le Ministre des Finances*" a été supprimé parce que, selon le Conseil d'Etat, il n'appartient pas aux Exécutifs communautaires et régionaux de déterminer le Ministre national compétent en la matière. De même, les remarques de forme ont été respectées.

P r o p o s i t i o n s

1. L'Exécutif adopte, en première lecture, l'avant-projet de décret relatif à la compétence de l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines pour la réalisation de certaines opérations patrimoniales au nom et pour le compte de la Région wallonne et des organismes d'intérêt public qui en dépendent.
  
2. Il charge son Ministre-Président de le soumettre à l'avis du Conseil d'Etat et de le lui représenter lorsque cet avis sera rendu.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Melchior Wathelet', is written over a horizontal line that extends across the page.

Melchior WATHELET.

## EXPOSE DES MOTIFS.

-----

Le 5 mars 1985, un protocole était conclu entre le Gouvernement et l'Exécutif flamand, l'Exécutif de la Communauté française, l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Communauté germanophone, concernant la compétences des comités d'acquisition d'immeubles et des bureaux des domaines de l'Etat.

Dans le préambule de ce protocole, les parties signataires soulignaient la nécessité pour les institutions communautaires et régionales de disposer de moyens équivalents à ceux de l'Etat et de pouvoir faire appel aux services spécialisés de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines.

L'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles permet déjà aux fonctionnaires de ces services spécialisés d'intervenir au nom et pour le compte de la Région wallonne: "(...) les autorités chargées d'attributions par les lois et règlements dans les matières relevant de la compétence des Communautés et des Régions, continuent d'exercer ces attributions selon des procédures fixées par les règles existantes, tant que celles-ci n'auront pas été modifiées ou abrogées par leurs Conseils ou leurs Exécutifs".

S'agissant d'une disposition transitoire, il convenait de rechercher une solution durable et générale qui permettrait à l'Etat et aux institutions communautaires et régionales, en recourant aux mêmes services spécialisés, de coordonner leurs politiques immobilières et d'éviter ainsi une dispersion de leurs moyens respectifs ainsi que des disparités dans les normes d'estimation des biens et d'évaluation des indemnités en cas d'expropriation par exemple.

Pour parvenir à leurs fins, les parties signataires du protocole sont convenues que d'une part une loi et d'autre part un décret organiseraient la collaboration entre les institutions, dans le respect de leurs

2

compétences propres et, en particulier, dans le respect de l'autonomie des Communautés et des Régions.

La loi du 18 décembre 1986 habilitant l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines à réaliser certaines opérations patrimoniales pour le compte des institutions communautaires et régionales a été publiée au Moniteur belge du 24 février 1987.

L'intervention des fonctionnaires de cette administration est donc confirmée et s'étend à toutes les tâches qu'implique la réalisation des opérations, y compris l'expertise et la négociation.

L'article 2 de la loi du 18 décembre 1987 est rédigé comme suit :

"Art.2. Pour l'exercice des attributions prévues à l'article 1er, les fonctionnaires visés à cet article sont habilités à passer des actes, à leur conférer l'authenticité et à en délivrer des expéditions.

Aux mêmes fins, ils ont qualité pour exercer les poursuites et diriger les procédures d'expropriation.

Ils sont également compétents pour poursuivre le recouvrement des créances non fiscales, au besoin par voie de contrainte. La contrainte est décernée par le fonctionnaire chargé du recouvrement; elle est visée et rendue exécutoire par le directeur régional de l'enregistrement et des domaines et signifiée par exploit d'huissier de justice.

Dans l'exercice des attributions qui leur sont confiées en vertu de la présente loi, les fonctionnaires visés à l'article 1er agissent selon les instructions de l'autorité qui requiert leur intervention."

#### Commentaire de l'article unique

Cet article est ainsi rédigé qu'il ne rend pas obligatoire le recours aux fonctionnaires de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines.



Il permet donc à la Région wallonne ou à un organisme qui en dépend de décider, en toute discrétion, que pour telle opération, il ne sera pas fait appel aux fonctionnaires en cause. Il est en effet des circonstances où une telle décision peut être justifiée par le souci de préserver l'indépendance des institutions régionales en laissant à leurs organes responsables le soin d'assumer la conduite de tout ou partie d'une opération patrimoniale particulièrement délicate.

Une telle situation doit rester exceptionnelle sous peine d'annihiler les objectifs poursuivis, tout au moins en ce qui concerne le recours aux comités d'acquisition d'immeubles.

En ce qui concerne le recours aux bureaux des domaines, plus particulièrement chargés de la récupération des recettes et du recouvrement des créances domaniales, le dispositif retenu permet à la Région wallonne de limiter le recours aux receveurs desdits bureaux en créant son propre bureau des recettes régionales.

Avant-projet de décret relatif à la compétence de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines pour la réalisation de certaines opérations patrimoniales au nom et pour le compte de la Région wallonne et des organismes d'intérêt public qui en dépendent.

L'EXECUTIF REGIONAL WALLON,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel et du Ministre des Finances et des Travaux subsidiés,

Arrête :

Le Ministre-Président, chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel et le Ministre des Finances et des Travaux subsidiés sont chargés de présenter au Conseil Régional Wallon le projet de décret dont la teneur suit :

#### Article unique

Lorsque la Région wallonne ou les organismes d'intérêt public qui en dépendent font appel aux fonctionnaires de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines pour la réalisation d'opérations patrimoniales, en ce compris les expropriations et le recouvrement des créances non fiscales, ceux-ci exercent, au nom et pour compte de la Région wallonne ou de l'organisme d'intérêt public,

toutes les attributions domaniales qu'ils assument à l'égard des biens de l'Etat en vertu des lois et des arrêtés pris en exécution de celles-ci.

Ils ne doivent justifier envers les tiers d'aucun mandat spécial.

Fait à Bruxelles, le

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

Melchior WATHELET.

Le Ministre des Finances et des Travaux subsidiés,

Charles AUBECQ.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'article 2 du règlement de l'ordre de service du tribunal de première instance de Neufchâteau établi par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> septembre 1927, modifié par l'arrêté royal du 10 octobre 1950, est remplacé par les dispositions suivantes : ...

**2.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Art. 1.** Artikel 2 van het dienstreglement van de rechtbank van eerste aanleg te Neufchâteau, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 1 september 1927, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 1950, wordt door de volgende bepalingen vervangen : ...

**2.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

3 NOVEMBRE 1960. — Arrêté royal relatif aux comités d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat, des organismes d'Etat et des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant (Mon. 18-11-1960).

4 — 3 NOVEMBER 1960. — Koninklijk besluit betreffende de comités tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, van de staatsinstellingen en van de instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft (Stbl. 18-11-1960).

#### RAPPORT AU ROI.

#### VERSLAG AAN DE KONING.

Sire,

Sire,

L'arrêté royal du 9 juillet 1929, relatif aux acquisitions d'immeubles pour compte de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1930, a donné lieu ces derniers temps à certaines controverses devant les tribunaux au sujet de la compétence des comités d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat lorsque, à défaut d'accord amiable concernant l'acquisition, l'affaire est entrée dans la phase judiciaire. Il en est résulté des retards extrêmement préjudiciables dans la poursuite des affaires.

Si l'on veut que les comités d'acquisition atteignent le but qui a justifié leur création et qui a pour objet d'activer et de coordonner, dans l'intérêt du Trésor, les opérations relatives aux acquisitions et aux expropriations d'immeubles pour compte de l'Etat, des organismes d'Etat et des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant, il importe de définir clairement la compétence des fonctionnaires desdits comités.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement a élaboré un nouvel arrêté royal organique des comités d'acquisition, destiné à remplacer l'arrêté royal susvisé du 9 juillet 1929.

Ce projet d'arrêté royal a donné lieu à l'avis du Conseil d'Etat du 15 juin 1960, qui constitue un exposé de principe du projet que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté.

Le texte de l'arrêté royal est celui qui a été proposé par le Conseil d'Etat.

L'appellation « Administration des Domaines » employée dans ce texte a toutefois été remplacée par « Administration de l'Enregistrement et des Domaines ».

D'autre part, le deuxième alinéa de l'article 3 était conçu comme suit : « Ils dirigent, au nom du Ministre intéressé, les procédures d'expropriation. » Il a paru utile d'y ajouter, afin de mettre le texte en concordance avec l'avis du Conseil

Het koninklijk besluit van 9 juli 1929, betreffende de aankopen van onroerende goederen voor rekening van de Staat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1930, heeft in de laatste tijd aanleiding gegeven tot zekere betwistingen vóór de rechtbanken in verband met de bevoegdheid van de comités tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat wanneer, bij gebrek aan minnelijk akkoord betreffende de aankoop, de zaak in het gerechtelijk stadium treedt. De behandeling der zaken onderging dientengevolge een uiterst nadelig verloop.

Opdat de comités tot aankoop het doel zouden kunnen bereiken waarvoor zij werden opgericht en dat er in bestaat, in het belang van de Schatkist, de verrichtingen betreffende de aankopen en de onteigeningen van onroerende goederen voor rekening van de Staat, de staatsinstellingen en de instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft, te bespoedigen en samen te ordenen, past het de bevoegdheid der ambtenaren van deze comités duidelijk te omschrijven.

Dit is de reden waarom de regering een nieuw organiek koninklijk besluit betreffende de comités tot aankoop uitgewerkt heeft, hetwelk bestemd is om voornoemd koninklijk besluit van 9 juli 1929 te vervangen.

Dit ontwerp van koninklijk besluit heeft het voorwerp uitgemaakt van het advies van de Raad van State d.d. 15 juni 1960, hetwelk het ontwerp toelicht dat wij de eer hebben aan de ondertekening van Uwe Majesteit te onderwerpen.

De tekst van het koninklijk besluit is deze welke door de Raad van State voorgesteld werd.

De in deze tekst gebruikte benaming « Bestuur der Domeinen » werd nochtans vervangen door « Bestuur der Registratie en Domeinen ».

Anderzijds, luidde de tweede alinea van artikel 3 als volgt : « Ze voeren de onteigeningsprocedure in naam van de betrokken Minister. » Het is nuttig gebleken, om de tekst in overeenstemming te brengen met het advies van de Raad

d'Etat sur ce point, que les poursuites sont exercées par les comités d'acquisition au nom du Ministre intéressé. Ainsi est évitée toute équivoque qui pourrait résulter de l'absence dans le texte même de l'arrêté d'une allusion à la compétence des comités d'acquisition quant à l'exercice des poursuites judiciaires, laquelle question constitue l'un des objectifs principaux de cet arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur.  
Le Ministre des Finances,  
J. VAN HOUTTE.

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 27 avril 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « relatif aux acquisitions d'immeubles pour compte de l'Etat, des organismes d'Etat et des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant », a donné le 15 juin 1960 l'avis suivant :

Les comités d'acquisition sont des services institués au sein de l'Administration des Finances et auxquels le pouvoir exécutif confie la mission d'exercer ses attributions en matière d'acquisitions et d'expropriations d'immeubles.

La base légale du projet réside donc dans l'article 29 de la Constitution, qui devrait être visé au préambule.

Bien que les comités d'acquisition n'aient pas d'existence légale distincte de celle de l'Administration de l'Etat, certaines lois leur reconnaissent une compétence propre et leur confèrent des attributions particulières en ce qui concerne les acquisitions et les expropriations qu'elles prévoient.

L'arrêté royal faisant l'objet du projet apparaît donc aussi comme une mesure d'exécution de ces lois. Celles-ci — il s'agit de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation et de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions — devraient, dès lors, également être mentionnées au préambule.

La législation sur la comptabilité de l'Etat exerce une incidence sur l'article 4 du projet, devenu l'article 7 du texte ci-après; cet article ne tend cependant pas à exécuter cette législation. Celle-ci ne doit donc pas être visée au préambule.

\* \* \*

Le présent avis suggère, *in fine*, une nouvelle rédaction du projet, laquelle tient compte des observations développées ci-dessous. Les articles auxquels se réfèrent ces observations sont ceux du texte proposé par le Conseil d'Etat.

\* \* \*

Le projet devrait comporter un article 1<sup>er</sup> instituant les comités d'acquisition et un article 2 énonçant les règles essentielles relatives à leur composition et à leur organisation.

\* \* \*

van State op dit punt, er aan toe te voegen dat de vervolgingen verricht worden, in naam van de betrokken Minister, door de comités tot aankoop. Zo wordt elke dubbelzinnigheid vermeden welke zou kunnen voortvloeien uit de afwezigheid in de tekst zelf van het besluit, van een zinspeling op de bevoegdheid van de comités tot aankoop in verband met de uitoefening van de gerechtelijke vervolgingen; deze kwestie is een der voornaamste doeleinden van dit besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar.  
De Minister van Financiën,  
J. VAN HOUTTE.

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 27e april 1960 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de aankopen van onroerende goederen voor rekening van de Staat, de Staatsinstellingen en instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft », heeft de 15e juni 1960 het volgend advies gegeven :

De aankoopcomités zijn diensten, ingesteld bij het Bestuur van Financiën, die de uitvoerende macht belast met het uitoefenen van haar bevoegdheid inzake aankoop en onteigening van onroerende goederen.

Rechtsgrond voor het ontwerp is dus artikel 29 van de Grondwet, waarnaar de aanhef dan ook zou moeten verwijzen.

Al zijn de aankoopcomités wettelijk gezien niet onderscheiden van het Rijksbestuur, toch verlenen bepaalde wetten hun een eigen bevoegdheid en bijzondere attributen voor de aankopen en onteigeningen die ze voorschrijven.

Het ontwerp van koninklijk besluit doet zich dus ook voor als een maatregel tot uitvoering van die wetten. Deze laatste, met name de besluitwet van 2 december 1946 betreffende de stedenbouw en de wet van 18 juli 1959 tot invoering van bijzondere maatregelen tot bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige gewesten, zouden dan ook in de aanhef moeten worden vermeld.

Al heeft de wetgeving op de Rijkscomptabiliteit een zekere terugslag op artikel 4 van het ontwerp (art. 7 van de hierna voorgestelde tekst), toch strekt dat artikel niet tot uitvoering van die wetgeving, zodat deze in de aanhef niet hoeft te worden vermeld.

\* \* \*

Aan het slot van dit advies wordt voor het ontwerp een nieuwe tekst voorgesteld waarbij met de hier gemaakte opmerkingen rekening is gehouden. De artikelen waarnaar die opmerkingen verwijzen, zijn die van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

\* \* \*

Het eerste artikel van het ontwerp zou een bepaling moeten zijn, houdende instelling van de aankoopcomités; het tweede zou de voornaamste regelen voor de samenstelling en de inrichting van die comités moeten aangeven.

\* \* \*

Il y a lieu, dans les attributions des comités d'acquisition, lesquelles sont énumérées aux articles 3 à 5 du texte ci-après, de distinguer trois catégories essentielles.

1° Les comités d'acquisition, en tant que services de l'Administration de l'Etat, peuvent être chargés par le Roi de toutes les acquisitions immobilières intéressant l'Etat lui-même, et leur intervention peut être prescrite à cet effet chaque fois qu'un département ministériel doit procéder à de telles acquisitions. Telle est la première mission que le projet confie aux comités, lesquels représentent donc l'Etat, quel que soit le Ministre intéressé, dans les négociations et la signature des conventions tendant à l'achat d'un immeuble pour compte de l'Etat.

Lorsqu'il ne s'agit pas d'acquisition amiable, mais d'expropriation par la voie judiciaire, il convient de respecter la règle selon laquelle « l'Etat fait valoir ses droits en justice par ses organes, les chefs des départements ministériels intéressés, assistés ou représentés par des subordonnés agissant sur l'ordre de l'autorité dont ils dépendent » (Cass. 27 février 1947, Pas. I, 83).

L'action doit donc être intentée au nom du Ministre intéressé; cette règle fondamentale n'exclut, cependant, pas la possibilité de déléguer aux comités d'acquisition l'exercice des poursuites et la direction de la procédure : telle est la seconde mission dont les comités sont chargés par le projet.

2° Les compétences que les comités d'acquisition peuvent recevoir en tant qu'organes de l'Etat, ne peuvent être étendues d'autorité par l'arrêté royal aux acquisitions d'immeubles pour compte d'organismes publics ou d'utilité publique possédant une personnalité distincte de celle de l'Etat; qu'il s'agisse, en effet, d'acquisitions amiables ou d'expropriations, le droit de représenter une personne morale et de prendre des décisions en son nom n'appartient qu'à ses organes statutaires.

Il est toutefois loisible à l'Etat de mettre ses comités d'acquisition à la disposition de ces organismes; ceux-ci peuvent, dans les limites de leur pouvoirs statutaires, reconnaître les comités en tant que leurs mandataires, conformément aux règles du droit civil, afin de procéder aux acquisitions.

Les organismes publics jouissant de la personnalité civile ou investis par la loi du droit de procéder à des expropriations détiennent, de ce fait, une parcelle de la puissance publique; ils ne peuvent, dès lors, subdéléguer les comités d'acquisition dans l'exercice de ce pouvoir qui leur est attribué, en les chargeant de poursuivre en leur nom les actions judiciaires en expropriation, sauf dans les cas où une disposition légale particulière les y habilite.

Si la loi n'y pourvoit pas, la seule mission qui peut, par conséquent, être confiée aux comités d'acquisition en l'occurrence, est celle d'assister dans les procédures les organismes publics qui le demandent.

3° Les comités d'acquisition sont chargés par l'article 19 de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 et par l'article 18 de la loi du 18 juillet 1959, de toutes les acquisitions et expropriations d'immeubles prévues par ces textes légaux, quel que soit le pouvoir ou l'organisme intéressé.

Lorsqu'il s'agit d'acquisitions à effectuer pour l'exécution des plans d'aménagement ou en vue de l'aménagement de terrains industriels, les comités d'acquisition sont donc, par dérogation aux règles énoncées ci-dessus, investis également de la mission de représenter les organismes publics jouissant de la personnalité civile, sans que ceux-ci doivent leur conférer de mandat à cet effet; de même, les comités sont les représentants légaux de ces organismes dans les procédures d'expropriation; la compétence ainsi dévolue aux comités est, enfin, exclusive et les organismes publics intéressés sont tenus de s'assurer leur concours.

Onder de ambtsbevoegdheden van de aankoopcomités, zoals die in artikelen 3 tot 5 van de voorgestelde tekst worden opgesomd, zijn essentieel drie categorieën te onderscheiden.

1° De aankoopcomités kunnen als diensten van het Rijksbestuur door de Koning worden belast met alle aankopen van onroerende goederen voor de Staat zelf, waartoe kan worden voorgeschreven dat ze optreden telkens als een bepaald ministerieel departement zulke aankopen moet doen. Dit is de eerste taak die het ontwerp aan de comités opdraagt. Deze comités vertegenwoordigen dus de Staat, welke ook de betrokken Minister zij, bij de onderhandelingen en bij de ondertekening van de overeenkomsten tot aankoop van een onroerend goed voor rekening van de Staat.

Betreft het geen aankoop in der minne doch een gerechtelijke onteigening, dan dient de regel te worden nageleefd volgens welke « de Staat, vóór het gerecht, zijn rechten doet gelden door zijn organen, de hoofden van de belanghebbende ministeriële departementen, bijgestaan of vertegenwoordigd door ondergeschikten, handelend op bevel van hun overheid » (Cass. 27 februari 1947; Pas. I, 83).

De vordering moet dus worden ingesteld in naam van de betrokken Minister; die fundamentele regel sluit evenwel niet uit dat aan de comités delegatie kan worden verleend voor het verrichten van de vervolgingen en het voeren van de procedure : dat is dan de tweede zaak die het ontwerp hun opdraagt.

2° De bevoegdheid die aan de aankoopcomités als organen van de Staat kan worden verleend, kan niet van overheidswege bij koninklijk besluit worden uitgebreid tot de aankoop van onroerende goederen voor rekening van openbare instellingen of instellingen van openbaar nut met een van de Staat onderscheiden rechtspersoonlijkheid; inderdaad, of het nu aankopen in der minne dan wel onteigeningen betreft, het recht tot vertegenwoordiging van een rechtspersoon en tot het nemen van beslissingen in zijn naam berust alleen bij de statutaire organen van die rechtspersoon.

Wel kan de Staat zijn aankoopcomités ter beschikking van die instellingen stellen; deze kunnen de comités, binnen de grenzen van hun statuutbevoegdheid, onder inachtneming van de civielrechtelijke regelen, voor het verrichten van de aankopen als lasthebber erkennen.

Bij de openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid die volgens de wet tot het doen van aankopen zijn gerechtigd, berust aldus een deel van de openbare macht; derhalve kunnen zij de uitoefening van die macht niet verder opdragen aan de aankoopcomités en deze dus niet gelasten in hun naam rechtsvorderingen tot onteigening te vervolgen, tenzij een speciale wetsbepaling hun daartoe machtiging verleent.

Wordt daarin door de wet niet voorzien, dan kan aan de aankoopcomités in deze geen andere taak worden opgedragen dan het verlenen van procedurebijstand aan de instellingen die er om verzoeken.

3° Artikel 19 van de besluitwet van 2 december 1946 en artikel 18 van de wet van 18 juli 1959 belasten de aankoopcomités met alle aankopen en onteigeningen die ze voorschrijven, onverschillig welk overheidslichaam of welke instelling erbij betrokken is.

Voor aankopen ter uitvoering van plannen van aanleg of inrichting van nijverheidsgronden is aan de aankoopcomités, in afwijking van de hierboven aangegeven regels, dus wettelijk de taak opgedragen de openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid te vertegenwoordigen zonder dat deze hun daartoe last moet geven; evenzo treden de comités op als de wettelijke vertegenwoordiger van die instellingen bij onteigeningsprocedures; die bevoegdheid, tenslotte, is exclusief en de betrokken openbare instellingen zijn verplicht een beroep te doen op de medewerking van de comités.

D'autres textes légaux, sans faire mention des comités d'acquisition, investissent l'Administration des Domaines ou ses fonctionnaires d'attributions en matière d'acquisition et d'expropriation d'immeubles pour compte d'organismes publics jouissant de la personnalité civile.

Tel est le cas de l'article 12 de la loi du 9 août 1955 instituant un Fonds des routes 1955-1969, lequel dispose en son dernier alinéa que « les fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sont habilités pour agir au nom du Fonds ».

Tel est aussi le cas de l'article 14 de la loi du 7 décembre 1953 réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société nationale du Logement et la Société nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité (modifié par la loi du 27 juin 1956, art. 13), lequel dispose que « les acquisitions et les expropriations de propriétés bâties ou non bâties par la Société nationale du Logement, par la Société nationale de la Petite Propriété terrienne ou par les sociétés agréées par elles, peuvent être confiées à l'Administration des Domaines, qui a qualité pour passer les actes ».

L'exercice de ces compétences peut, tout naturellement, être confié, par mesure administrative, à cette branche spécialisée de l'Administration des Domaines que sont les comités d'acquisition. L'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 9 août 1955 instituant un Fonds des routes 1955-1969 dispose, d'ailleurs, expressément que « les acquisitions et expropriations nécessitées pour l'exécution des travaux prévus à l'article 2 sont effectuées par le Fonds, conformément aux lois et arrêtés auxquels sont assujetties les administrations de l'Etat ».

Il importe, à cette fin, tout d'abord de préciser à l'article 1<sup>er</sup> du projet que les comités d'acquisition font partie de l'Administration des Domaines, et ensuite de confier expressément aux comités l'exercice des attributions légales dont cette administration est investie en la matière, ce que prévoit l'article 4, alinéa 3, du texte ci-après.

Les articles 3 à 5 du texte ci-après, relatifs à la compétence des comités d'acquisition, font apparaître l'étendue de leurs attributions lorsque les comités agissent pour compte de l'Etat, lorsqu'ils agissent pour compte d'organismes publics jouissant de la personnalité civile sans y être habilités par une disposition légale particulière, et, enfin, lorsqu'une loi spéciale investit les comités, ou l'administration dont ils font partie, de certains pouvoirs déterminés.

Les comités d'acquisition, contrairement à ce que pourrait suggérer leur nom, ne sont pas des institutions collégiales. Les attributions qui leur sont dévolues sont exercées individuellement par les fonctionnaires des comités.

Lorsque ces fonctionnaires agissent pour compte de l'Etat indépendamment de toute disposition légale, ils tiennent leur délégation de l'arrêté royal instituant les comités.

Lorsqu'ils agissent en vertu d'une loi, soit pour compte de l'Etat, soit pour compte d'organismes publics jouissant de la personnalité civile, ils tiennent leur délégation de cette loi, dans les conditions que précise éventuellement le pouvoir exécutif.

Dans l'un et l'autre cas, ils agissent valablement sans devoir justifier d'aucun mandat spécial, le mandat général, légal ou réglementaire, dont ils sont investis, les habilitant à exercer toutes les attributions conférées aux comités, y compris les actions en justice, lorsque celles-ci relèvent de la mission des comités.

La situation est différente lorsque les fonctionnaires des comités d'acquisition ne tiennent leurs pouvoirs que d'un mandat donné par un organisme public jouissant de la per-

Andere wetteksten verlenen, zonder de aankoopcomités te vernoemen, aan het Bestuur der Domeinen of zijn ambtenaren sommige attributen inzake aankoop en onteigening van onroerende goederen voor rekening van openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid.

Dat is het geval met artikel 12, laatste lid, van de wet van 9 augustus 1955 houdende instelling van een Wegenfonds 1955-1969, waarin bepaald wordt, dat « de ambtenaren van het Bestuur der Registratie en der Domeinen bevoegd zijn om in naam van het Fonds op te treden ».

Dat is ook het geval met artikel 14 van de wet van 7 december 1953 houdende nieuwe regeling inzake krotopruijing en waarbij de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom ertoe gemachtigd worden het voorwerp hunner bedrijvigheid uit te breiden (gewijzigd bij de wet van 27 juni 1956, art. 13). Dit artikel bepaalt dat « de aankopen en onteigeningen van gebouwde of ongebouwde eigendommen door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, door de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom of door hen erkende vennootschappen, te doen, mogen worden toevertrouwd aan het Bestuur der Domeinen, dat bevoegd is om de akten te verlijden ».

De uitoefening van die bevoegdheid kan bij bestuursmaatregel natuurlijkerwijze worden opgedragen aan de terzake gespecialiseerde tak van het Bestuur der Domeinen, met name de aankoopcomités. Artikel 12, eerste lid, van de wet van 9 augustus 1955 houdende instelling van een Wegenfonds 1955-1969 schrijft trouwens uitdrukkelijk voor dat « de aankopen en de onteigeningen die vereist zijn voor de uitvoering van de werken bepaald in artikel 2 door het Fonds worden gedaan overeenkomstig de wetten en besluiten waaraan de Rijksbesturen zijn onderworpen ».

Daartoe moet het ontwerp allereerst, met name in artikel 1, preciseren dat de aankoopcomités deel uitmaken van het Bestuur der Domeinen en daarna de uitoefening van de bevoegdheid welke door de wet aan dat bestuur terzake is verleend, uitdrukkelijk opdragen aan de genoemde comités, wat gedaan wordt in artikel 4, derde lid, van de hierna voorgestelde tekst.

De artikelen 3 tot 5 van die tekst, die betrekking hebben op de bevoegdheid van de aankoopcomités, doen uitkomen hoever de ambtsbevoegdheden van die comités reiken wanneer ze optreden voor rekening van de Staat, wanneer ze, zonder daartoe door een speciale wetsbepaling te zijn gemachtigd, handelen voor rekening van openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid en, tenslotte, wanneer een speciale wet de comités of het bestuur waartoe deze behoren, een zekere macht opdraagt.

In tegenstelling met hetgeen hun naam zou kunnen doen vermoeden, zijn de aankoopcomités geen collegiale instellingen. De bevoegdheid die hun is toevertrouwd, wordt door de ambtenaren van die comités individueel uitgeoefend.

Treden die ambtenaren voor rekening van de Staat op buiten iedere wetsbepaling om, dan ontlenen zij hun bevoegdheid aan het koninklijk besluit tot instelling van de comités.

Handelen zij krachtens een wet hetzij voor rekening van de Staat, hetzij voor rekening van openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid, dan ontlenen ze hun bevoegdheid aan die wet, onder de voorwaarden die eventueel nader worden bepaald door de uitvoerende macht.

In beide gevallen treden zij geldig op zonder dat zij moeten doen blijken van een bijzondere lastgeving, aangezien de wettelijke of verordenende algemene lastgeving waarvan ze houder zijn, hen machtigt tot het uitoefenen van alle bevoegdheden van de comités, met inbegrip van de rechtsvoordelingen indien deze tot de taak van de comités behoren.

Anders staat het als de ambtenaren van de aankoopcomités hun macht enkel ontlenen aan een lastgeving vanwege een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid. In dat ge-

sonnalité civile. Il est alors nécessaire qu'ils justifient vis-à-vis des tiers de l'existence de ce mandat, lequel est, en pareil cas, le seul fondement de leur compétence.

L'article 6 du texte ci-après déterminant les pouvoirs des fonctionnaires attachés aux comités d'acquisition tient compte, en son alinéa 1<sup>er</sup>, de cette distinction essentielle.

Le fonctionnaire qui procède à l'acquisition d'un immeuble au nom de l'Etat, agit à un double titre : tout d'abord, il intervient à l'acte en tant que partie à la convention; ensuite, il confère à l'acte son caractère authentique, en vertu du « principe traditionnel de l'authenticité des actes de l'autorité publique » (Cass. 17 janvier 1901, Pas. I, 106).

Cette double compétence des fonctionnaires de l'Etat n'existe, cependant, à défaut de dispositions légales particulières, que lorsqu'ils agissent dans la sphère de leurs attributions, c'est-à-dire, en l'occurrence, lorsqu'ils passent l'acte d'acquisition d'un bien immobilier destiné à être incorporé au domaine de l'Etat.

Il n'y a pas lieu de faire d'exception à cette règle lorsque l'opération s'effectue pour compte d'un organisme d'Etat jouissant de la personnalité civile et que l'immeuble est destiné à être incorporé au domaine de l'Etat. Tel est notamment le cas des acquisitions d'immeubles faites par un fonctionnaire de l'Etat pour compte du Fonds des routes 1955-1969.

La situation est, cependant, toute autre lorsqu'un organisme d'Etat jouissant de la personnalité civile acquiert un bien immobilier destiné à faire partie de son patrimoine propre. Le fonctionnaire de l'Etat habilité par cet organisme à le représenter à l'acte n'agit, en effet, pas en tant qu'organe de l'administration de l'Etat, dans l'exercice de ses attributions. L'Etat est étranger à l'acte et ne fait que prêter le concours de son fonctionnaire en vue de faciliter l'accomplissement, pour l'organisme intéressé, d'une opération relevant de la compétence exclusive de celui-ci.

Les seuls fonctionnaires publics habilités à donner à la convention le « caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique » sont, en pareil cas, les notaires, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 ventôse — 5 germinal, an XI, contenant organisation du notariat, sauf dans l'hypothèse, d'ailleurs assez fréquente, où une loi spéciale en aurait disposé autrement. Il en est, notamment, ainsi de la loi du 7 décembre 1953, dont l'article 14, déjà cité, donne compétence à l'Administration des Domaines pour passer les actes en matière d'acquisition de propriétés par la Société nationale du Logement, la Société nationale de la Petite Propriété terrienne ou les sociétés agréées par elles.

L'article 6, alinéa 2, du texte ci-après fait apparaître que les fonctionnaires des comités d'acquisition n'ont qualité pour passer des actes authentiques constatant l'acquisition d'un immeuble que lorsque le bien doit être incorporé au domaine de l'Etat ou lorsqu'une loi spéciale leur en attribue le pouvoir.

La compétence et les attributions des fonctionnaires des comités d'acquisition se trouvent suffisamment déterminées dans le texte proposé ci-après; il n'apparaît pas nécessaire de reprendre la formule, au demeurant imprécise, selon laquelle « les comités jouissent des pouvoirs les plus étendus dans le cadre d'activité qui leur est assigné ».

\* \* \*

La disposition de l'article 5, alinéa 2, du projet du gouvernement, relative au maintien en vigueur des mesures d'exécution prises en vertu des arrêtés royaux abrogés, s'avère superflue, car c'est de plein droit que les arrêtés ministériels et autres mesures d'exécution pris sur la base des arrêtés royaux auxquels doit être substitué le projet sont maintenus en vigueur, lorsqu'ils sont compatibles avec la réglementation nouvelle.

val moeten zij tegenover derden doen blijken van die lastgeving, die dan de enige rechtsgrond voor hun bevoegdheid is.

In artikel 6 van de hierna voorgestelde tekst, dat de bevoegdheid van de ambtenaren van de aankoopcomités bepaalt, is, met name in het eerste lid, met dat essentieel onderscheid rekening gehouden.

De ambtenaar die voor rekening van de Staat een onroerend goed aankoopt, handelt in tweeërlei hoedanigheid : eerst treedt hij bij de akte op als partij bij de overeenkomst, daarna verleent hij aan die akte haar authentiek karakter volgens het traditionele beginsel van de authenticiteit der overheidsakten (Cass. 17 januari 1901, Pas. I, 106).

Bij gebrek aan bijzondere wetsbepalingen bezitten de Rijksambtenaren die tweeledige bevoegdheid echter alleen wanneer zij optreden binnen het raam van hun ambtsbevoegdheden, dit wil zeggen hier, wanneer zij de aankoopakte verlijden voor een onroerend goed dat in het Staatsdomein zal worden opgenomen.

Op de regel dient geen uitzondering te worden gemaakt als de verrichting geschiedt voor rekening van een Rijksinstelling met rechtspersoonlijkheid en het onroerend goed in het Staatsdomein zal worden opgenomen, zoals bijvoorbeeld het geval is als een Rijksambtenaar onroerende goederen aankoopt voor rekening van het Wegenfonds 1955-1969.

Geheel anders staat het als een Rijksinstelling met rechtspersoonlijkheid een onroerend goed voor haar eigen patrimonium aankoopt. De Rijksambtenaar die door deze instelling gemachtigd is om haar bij de akte te vertegenwoordigen, treedt immers niet op als orgaan van het Rijksbestuur in de uitoefening van zijn ambtsbevoegdheden. De Staat is dan geen partij bij de akte en beperkt zich ertoe de medewerking van zijn ambtenaar te verlenen ter vergemakkelijking van een verrichting waartoe alleen de betrokken instelling bevoegd is.

In dat geval zijn, overeenkomstig artikel 1 van de wet van 25 ventôse-5 germinal jaar XI tot regeling van het notariaat, als openbare ambtenaren alleen notarissen bevoegd om de overeenkomst het authentiek karakter van de overheidsakten te verlenen, tenzij een bijzondere wet anders bepaalt, wat vrij dikwijls voorkomt. Dit is onder meer het geval met de wet van 7 december 1953 die, in het reeds aangehaalde artikel 14, aan het Bestuur der Domeinen bevoegdheid verleent tot het verlijden van de akten van aankoop van eigendommen door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom of de door hen erkende maatschappijen.

Artikel 6, tweede lid, van de hiernavolgende tekst doet uitkomen, dat de ambtenaren van de aankoopcomités slechts dan bevoegd zijn tot het verlijden van authentieke akten van aankoop van een onroerend goed, wanneer dit goed in het Staatsdomein moet worden opgenomen of wanneer een bijzondere wet hun daartoe bevoegdheid verleent.

De bevoegdheid en de attributen van de ambtenaren van de aankoopcomités worden in de hierna voorgestelde tekst voldoende omschreven; het lijkt niet nodig de overigens vage formule over te nemen, volgens welke « de comités de meest uitgebreide macht bezitten binnen het werkterrein dat hun is toegewezen ».

\* \* \*

Het lijkt overbodig in artikel 5, tweede lid, van het regeringsontwerp te bepalen, dat de uitvoeringsmaatregelen die krachtens de opgeheven koninklijke besluiten zijn genomen, van kracht blijven. De ministeriële besluiten en andere uitvoeringsmaatregelen genomen op grond van de koninklijke besluiten die door het ontworpen besluit zullen worden vervangen, blijven immers van rechtswege van kracht voor zover zij met de nieuwe regeling bestaanbaar zijn.



La Chambre était composée de :

MM. J. Suetens, premier président; L. Moureau, G. Holoye, conseillers d'Etat; P. Ansiaux, P. De Visscher, assesseurs de la section de législation; C. Rousseaux, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Suetens.

Le rapport a été présenté par M. J. Hoeffler, substitut.

Le greffier,  
(S.) C. Rousseaux.

Le président,  
(S.) J. Suetens.

De Kamer was samengesteld uit :

De heren J. Suetens, eerste-voorzitter; L. Moureau, G. Holoye, raadsheren van State; P. Ansiaux, P. De Visscher, bijzitters van de afdeling wetgeving; C. Rousseaux, adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder bezicht van de heer J. Suetens.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Hoeffler, substituit.

De griffier,  
(Get.) C. Rousseaux.

De voorzitter,  
(Get.) J. Suetens.

### ARRETE ROYAL

BAUDOUIN, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation, notamment l'article 19;

Vu la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions, notamment l'article 18;

Vu l'avis de Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est institué, sous l'autorité et la surveillance du Ministre des Finances, des services dénommés « comités d'acquisition d'immeubles », dont la composition et les attributions sont déterminées aux articles suivants.

Ces comités font partie de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

**2.** Chaque comité d'acquisition comprend un président, un ou plusieurs chefs de bureau et des commissaires, qui sont nommés par le Roi.

D'autres fonctionnaires de l'enregistrement et des domaines peuvent, en outre, y être détachés par le Ministre des Finances.

Le Ministre des Finances règle l'organisation et le mode de fonctionnement des comités d'acquisition. Il en fixe le siège et le ressort suivant les besoins du service.

**3.** Les comités d'acquisition ont seuls compétence pour procéder à toutes les acquisitions d'immeubles pour compte de l'Etat.

Ils exercent les poursuites et dirigent les procédures d'expropriation, au nom du Ministre intéressé.

**4.** Les comités d'acquisition sont également chargés de procéder aux acquisitions d'immeubles pour compte d'organismes publics jouissant de la personnalité civile, dans les cas prévus par la loi ou lorsqu'un organisme, placé sous l'autorité ou la surveillance de l'Etat, leur en donne mandat.

Lorsque la loi ne les charge pas de poursuivre les expropriations, ils peuvent néanmoins être requis par ces organismes de les assister dans les procédures.

### KONINKLIJK BESLUIT

BOUDEWIJN, Koning der Belgen.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de besluitwet van 2 december 1946 betreffende de stedenbouw, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op de wet van 18 juli 1959 tot invoering van bijzondere maatregelen ter bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige gewesten, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op in Raad overlegd advies van Onze Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**1 Art. 1.** Onder het gezag en het toezicht van de Minister van Financiën worden diensten ingesteld, « comités tot aankoop van onroerende goederen » genaamd, waarvan de samenstelling en de bevoegdheden in de hiernavolgende artikelen worden bepaald.

**2** Die comités maken deel uit van het Bestuur der Registratie en Domeinen.

**1 2.** Ieder aankoopcomité bestaat uit een voorzitter, één of meer bureauchefs en commissarissen, benoemd door de Koning.

**2** De Minister van Financiën kan bij die comités ook andere ambtenaren van het Bestuur der Registratie en Domeinen detacheren.

**3** De Minister van Financiën regelt de inrichting en de werkwijze van de aankoopcomités. Hij stelt hun zetel en ambtsgebied vast volgens de behoeften van de dienst.

**1 3.** Alleen de aankoopcomités zijn bevoegd tot het aankopen van onroerende goederen voor rekening van de Staat.

**2** Ze verrichten de vervolgingen en voeren de onteigeningsprocedures in naam van de betrokken Minister.

**1 4.** De aankoopcomités zijn eveneens belast met de aankoop van onroerende goederen voor rekening van openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid wanneer dit door de wet is voorgeschreven of wanneer een onder Staatsgezag of -toezicht staande instelling hun daartoe last geeft.

**2** Ingeval de wet hen niet belast met het vervolgen van de onteigeningen, kunnen zij door die instellingen niettemin om bijstand in de procedure worden verzocht.

Les comités d'acquisition sont chargés d'exercer toutes les attributions conférées par la loi à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ou à ses fonctionnaires en matière d'acquisitions et d'expropriations d'immeubles pour compte d'organismes publics jouissant de la personnalité civile.

5. Dans la mesure et aux conditions fixées par le Ministre des Finances, les comités d'acquisition procèdent aux acquisitions d'immeubles pour compte des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant lorsque ceux-ci leur en donnent mandat, ou assistent ces organismes à la requête de ceux-ci dans les procédures d'expropriation.

6. Lorsque les membres des comités d'acquisition et les fonctionnaires détachés auprès de ces comités agissent pour compte de l'Etat ou exercent les attributions qui leur sont conférées par une loi, ils ne doivent justifier envers les tiers d'aucun mandat spécial.

Ils ont, de même que les autres fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, qualité pour passer les actes d'acquisition lorsque le bien doit être incorporé au domaine de l'Etat ou lorsque la loi les y habilite.

7. Lorsqu'un comité d'acquisition est chargé par un Ministre de l'acquisition ou de l'expropriation d'un immeuble pour compte de l'Etat, cette décision implique délégation du président du comité en qualité d'ordonnateur, conformément à l'article 18 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, modifié par la loi du 20 juillet 1921, aux fins d'engager des crédits budgétaires et d'approuver, au nom du Ministre intéressé, les dépenses à due concurrence.

8. Toutes les délégations précédemment accordées au président des comités d'acquisition en vue d'engager des crédits budgétaires et d'approuver les dépenses au nom des Ministres intéressés, sont retirées.

9. L'arrêté royal du 9 juillet 1929 relatif aux acquisitions d'immeubles pour compte de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1930, est abrogé.

10. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

5 — 3 NOVEMBRE 1960. — Arrêté royal relatif à l'examen de maître spécial d'éducation physique dans les écoles primaires (Mon. 8-12-1960).

4 — A.R. 3-11-1960, art. 9: abroge impl. A.R. 27-12-1930.

5 — A.R. 3-11-1960: concerne les sessions de 1960 et de 1961.

3 De aankoopcomités zijn belast met het uitoefenen van alle ambtsbevoegdheden, welke de wet aan het Bestuur der Registratie en Domeinen of aan de ambtenaren van dat Bestuur opdraagt inzake aankoop en onteigening van onroerende goederen voor rekening van openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid.

5. In de mate en onder de voorwaarden door de Minister van Financiën bepaald, kopen de aankoopcomités de onroerende goederen aan voor rekening van de instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft, wanneer deze hen daartoe last geven, of staan ze die instellingen, als deze hen daarom verzoeken, bij in de onteigeningsprocedure.

1 6. Wanneer de leden van de aankoopcomités en de bij die comités gedetacheerde ambtenaren optreden voor rekening van de Staat of de ambtsbevoegdheden uitoefenen die hun door de wet zijn opgedragen, moeten zij tegenover derden niet van een bijzondere lastgeving doen blijken.

2 Zij zijn, evenals de overige ambtenaren van het Bestuur der Registratie en Domeinen, bevoegd tot het verkrijgen van de aankoopakten wanneer het goed in het Staatsdomein moet worden opgenomen of de wet hun daartoe bevoegdheid verleent.

7. Wanneer een aankoopcomité door een Minister belast wordt met de aankoop of de onteigening van een onroerend goed voor rekening van de Staat, houdt die beslissing voor de voorzitter van het comité opdracht in om, overeenkomstig artikel 18 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1921, als ordonnateur de begrotingskredieten betaalbaar te stellen en de uitgaven namens de betrokken Minister tot het passend be- loep goed te keuren.

8. Alle vroeger aan de voorzitter van de aankoopcomités verleende opdrachten tot betaalbaarstelling van begrotingskredieten en goedkeuring van uitgaven namens de betrokken Ministers zijn ingetrokken.

9. Het koninklijk besluit van 9 juli 1929 betreffende de verwervingen van onroerende goederen voor rekening van de Staat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1930, is opgeheven.

10. Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

5 — 3 NOVEMBER 1960. — Koninklijk besluit betreffende het examen van bijzondere leermeester in de lichamelijke opvoeding aan de lagere scholen (Stbl. 8-12-1960).

4 — K.B. 3-11-1960, art. 9: impl. oph. K.B. 27-12-1930.

5 — K.B. 3-11-1960: betreft de zittingen van 1960 en 1961.